

DÉLIBÉRATION DE_2021_058

L'an deux mille vingt-et-un et le six juillet, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Montaigne Montravel et Gurson dûment convoqué s'est réuni à 18 heures 30, en session ordinaire à la SALLE DES FÊTES DE LAMOTHE MONTRAVEL sous la Présidence de Thierry BOIDÉ.

Date de convocation : 21 juin 2021

Présents : Georges MADELAINE, Ghislain PANTAROTTO, Sylvie CROSOIR, Michel FRICHOU, Jean-Claude MAILLAT, Marcel LESBÉGUERIES, Didier MOREAU, Hélène DONADIER, Jean-Luc FAVRETTO, Jean-Thierry LANSADE, Marie-Catherine ROHOF, Christian SCALIGER, Christian GALLOT, Éric REY, Jean-Louis REY, Thierry BOIDÉ, Marc GRANDY, Jocelyne ARSIGNY, Éric FRÉTILLÈRE, Didier FOURCAUD, Jean-Pierre CHAUMARD, Gilbert DE MIRAS, Lucette MOUTREUIL, Magalie LEPLET, Gilles TAVERSON, Yves JACQUELIN

Pouvoirs : Karine LEY par Christian GALLOT, Annie MAIGRE par Jean-Louis REY, Dominique POINTET par Gilles TAVERSON

Secrétaire : Sylvie CROSOIR

Membres en exercice : 32 Présents : 26 Votants : 29 Abstentions : 0 Contre : 0 Pour : 29

OBJET : SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF - DÉCISION DE PRINCIPE CONCERNANT LE CHOIX DU MODE DE GESTION

Monsieur le Président rappelle que la compétence « Assainissement Collectif » a été reprise par la Communauté de Communes Montaigne Montravel et Gurson au 1er janvier 2017 et que 12 des communes du territoire communautaire dotées de dispositifs de collecte et traitement des eaux usées sont actuellement concernées par cette compétence.

Il précise que 2 modes de gestion sont actuellement en vigueur (délégation de service public dans le cadre de 3 contrats d'affermage sur 3 Communes et Régie avec prestataires de service sur 9 communes).

Il rappelle que la coexistence de ces deux modes de gestion nécessite la tenue de 2 budgets annexes distincts.

Monsieur le Président précise que les 3 contrats d'affermage arrivant à échéance le 31 décembre 2021, il semble opportun afin notamment d'assurer un service identique à l'ensemble des usagers de mettre en place à compter du 1^{er} janvier 2022, un mode de gestion unique sur l'ensemble du territoire communautaire.

Il indique qu'une présentation détaillée des différents modes de gestion envisageables assortie d'un comparatif détaillé a été réalisée lors de la commission « Assainissement » du 17 juin dernier.

Monsieur le Président précise que les élus présents à cette commission se sont prononcés sur les choix suivants à l'unanimité :

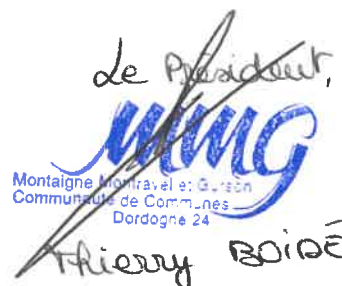
- Mode de gestion unique en Délégation de Service Public (DSP) à compter du 1er janvier 2022.
- Durée du contrat de délégation de 12 ans.
- Un seul et unique lot sur l'ensemble du territoire communautaire.

Sur la base de l'avis unanime de cette Commission, Monsieur le Président a adressé à l'ensemble des membres du Conseil Communautaire et préalablement à la tenue de la présente réunion, le rapport établi en application de l'article L 1411-4 du Code général des collectivités territoriales.

Monsieur le Président présente et commente ce rapport.

Au vu de cet exposé et du rapport sur le principe de la délégation du service public d'assainissement collectif, le Conseil Communautaire, à l'unanimité :

- Décide du principe de déléguer sous la forme d'une convention unique de délégation de service public, la totalité du service public d'assainissement collectif de la Communauté de Communes Montaigne Montravel et Gurson pour une durée de 12 ans à compter du 1er janvier 2022.
- Autorise Monsieur le Président à procéder au lancement de la procédure de délégation du service public d'assainissement collectif et notamment à organiser la publicité prévue par les articles L1321-1 et L1322-1 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018.
- Autorise Monsieur le Président à signer les pièces relatives à ces décisions.

de Président,

Montaigne Montravel et Gurson
Communauté de Communes
Dordogne 24

COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL & GURSON



RAPPORT SUR LE PRINCIPE DE LA DELEGATION DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Présenté par Monsieur le Président

en application de l'article L. 1411-4

du Code Général des Collectivités Territoriales

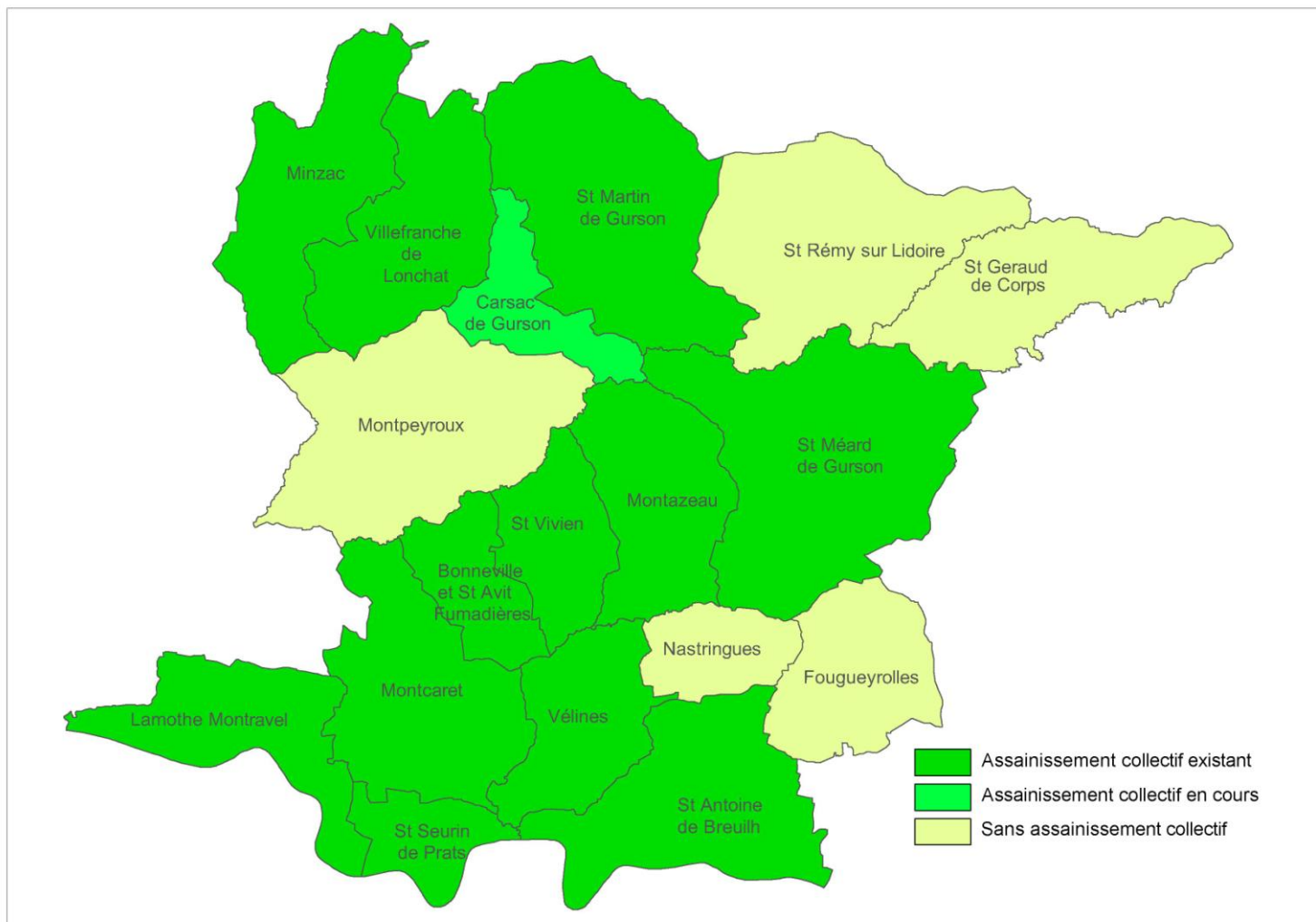
SOMMAIRE

1.	PREAMBULE	3
2.	CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU SERVICE	5
2.1	TERRITOIRE ET ABONNES DU SERVICE	5
2.2	PATRIMOINE DU SERVICE	6
2.2.1	- COLLECTE ET TRANSFERT DES EAUX USEES.....	6
2.2.2	- TRAITEMENT DES EAUX USEES	12
2.2.3	- VALORISATION DES BOUES.....	17
2.2.4	- BILAN DU PATRIMOINE	18
2.3	PERFORMANCE DES INSTALLATIONS ET EVOLUTIONS REGLEMENTAIRES....	19
2.3.1	- CONFORMITE DES SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT	19
2.3.2	- EVOLUTIONS REGLEMENTAIRES	20
3.	EXPLOITATION ET MODE DE GESTION ACTUEL DU SERVICE.....	21
3.1	DESCRIPTIF DE LA SITUATION ACTUELLE	21
3.2	REPARTITION DES PRESTATIONS	23
3.3	BILAN DE LA SITUATION ACTUELLE.....	24
4.	DESCRIPTIF DES DIFFERENTS MODES DE GESTION.....	25
4.1	GESTION DIRECTE.....	25
4.1.1	- REGIE DOTE DE LA PERSONNALITE MORALE ET DE L'AUTONOMIE FINANCIERE :	25
4.1.2	- REGIE DOTE DE LA SEULE AUTONOMIE FINANCIERE :	25
4.2	GESTION DELEGUEE.....	25
4.2.1	- CONCESSION DE TRAVAUX :	26
4.2.2	- CONCESSION DE SERVICES :	26
4.2.3	- CARACTERISTIQUES D'UNE CONCESSION DE SERVICES :	26
4.3	MODE DE GESTIONS ENVISAGEABLES POUR LE SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DE LA C.D.C.	27
5.	COMPARATIF DES MODES DE GESTION	28
5.1	REPARTITION DES PRESTATIONS	28
5.2	ELEMENTS DE COMPARAISON POUR LE SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DE LA C.D.C. LONTAIGNE MONTRAVEL ET GURSON.....	30
5.3	DUREE DU CONTRAT	31
5.4	DECOMPOSITION DU MARCHÉ	32
6.	PROPOSITIONS DE L'EXECUTIF	33
7.	CARACTERISTIQUES DES PRESTATIONS QUE DOIT ASSURER LE DELEGATAIRE	33
8.	DEROULEMENT DE LA PROCEDURE	34

1. PREAMBULE

Notre Communauté de Communes de Montaigne Montravel et Gurson assure la compétence relative à l'assainissement collectif sur l'ensemble de ses communes membres depuis le 01/01/2017.

Au 31 décembre 2020 12 communes dotées de systèmes de collecte et de traitement des eaux usées étaient concernées par cette compétence, permettant ainsi de desservir 2 088 abonnés.



Un réseau de collecte qui sera raccordé sur la station d'épuration de Saint Martin de Gurson est actuellement en cours de création sur la Commune de Carsac de Gurson ce qui portera à 13 le nombre de Communes desservies à la fin de l'année 2021.

Lors du transfert de compétence de l'assainissement collectif au 01/01/2017, la Communauté de Communes avait conservé les modes d'exploitation en vigueur qui avaient été mis en place par les différentes Communes concernées.

Ainsi l'exploitation des installations est actuellement réalisée selon deux modes de gestion distincts :

Exploitation en régie sur les **9 Communes** de Bonneville-et-Saint-Avit-de-Fumadières, Lamothe-Montravel, Minzac, Montazeau, Montcaret, Saint-Martin-de-Gurson, Saint Seurin de Prats, Saint-Vivien et Vélines.

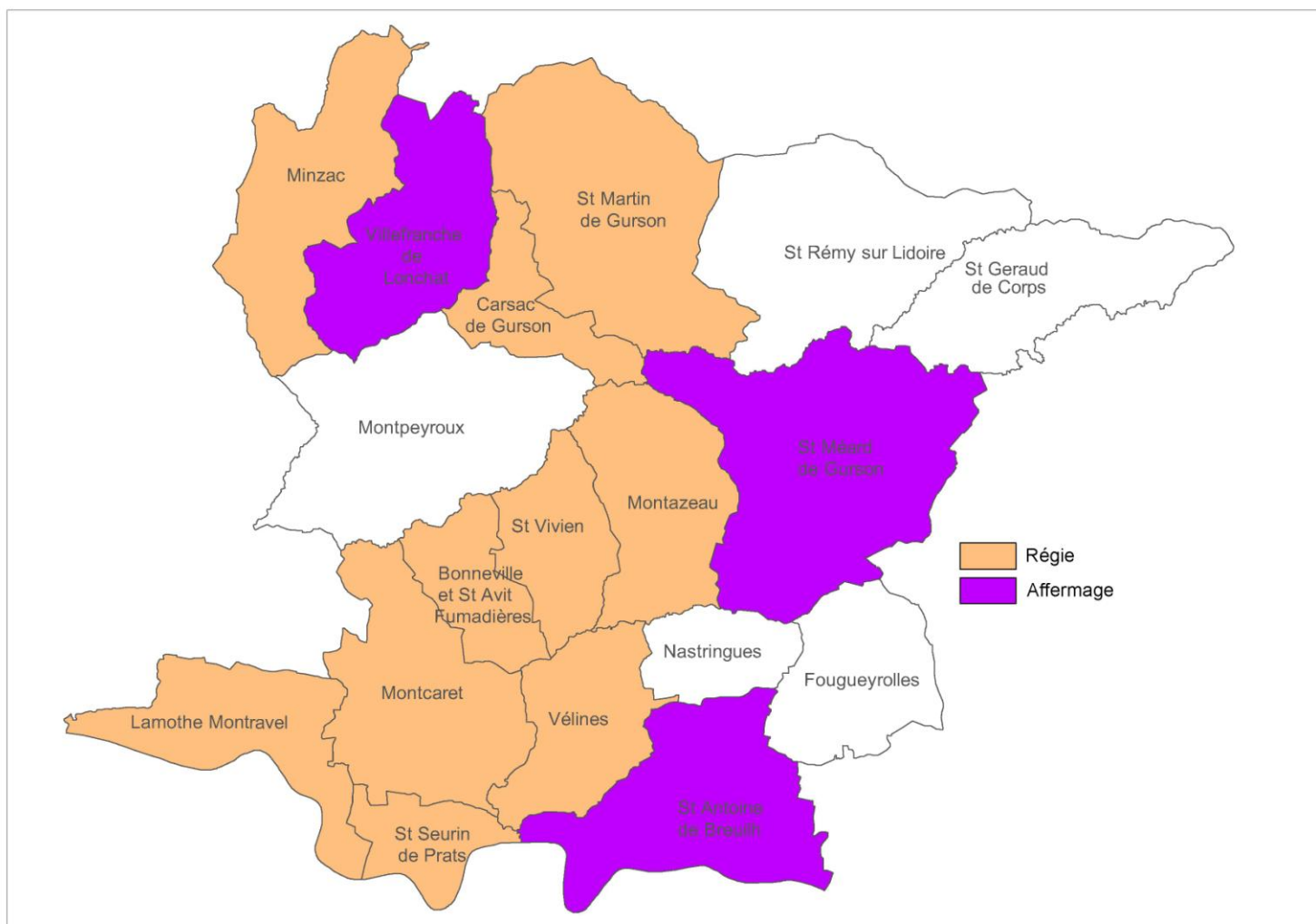
SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 07/07/2021
024-200034197-20210706-DE_2021_058-DE

RAPPORT PREALABLE

CHOIX DU MODE DE GESTION FUTUR

CDC MONTAIGNE MONTRAVEL & GURSON
SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Exploitation dans le cadre de délégations de service public de type affermage sur les **3 Communes** de Saint Antoine de Breuilh, Saint Méard de Gurson et Villefranche de Lonchat.



Ces trois contrats de délégation arrivant à échéance le 31 décembre 2021, il est apparu important d'engager une réflexion sur le mode de gestion futur de notre service d'assainissement collectif à compter du 1^{er} janvier 2022.

L'objectif de ce rapport est présenter un état des lieux et de réaliser un 1^{er} bilan du service depuis sa création le 1^{er} janvier 2017 et d'établir un comparatif des deux modes de gestion cités ci-dessus

En cas de délégation du service, la passation d'un contrat de délégation de service public est dorénavant, depuis le 1^{er} avril 2019, soumise aux dispositions de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018, portant partie législative et réglementaire du Code de la Commande Publique et est en outre décrite dans les articles L. 1411-1 et suivants et R1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil Communautaire doit au préalable statuer au vu d'un rapport présentant le document contenant les caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire.

Je vous propose donc de débiter par l'examen du présent rapport et de délibérer sur les points suivants :

- **Principe et mode de Gestion futur**
- **durée d'une éventuelle délégation**

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 07/07/2021

024-200034197-20210706-DE_2021_058-DE

RAPPORT PREALABLE

CHOIX DU MODE DE GESTION FUTUR

CDC MONTAGNE MONTRAVEL & GURSON
SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

2. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU SERVICE

2.1 TERRITOIRE ET ABONNES DU SERVICE

Le périmètre du service d'assainissement collectif de la Communauté de Communes Montaigne Montravel et Gurson est constitué des zones d'assainissement collectif telles que définies dans le cadre des schémas communaux d'assainissement de ses Communes membres.

La Communauté de Communes a poursuivi la réalisation des projets d'extension des réseaux d'assainissement collectif qui avaient été initié par les différentes Communes et engagé de nouveaux programmes permettant de desservir de nouveaux secteurs.

Le tableau ci-dessous synthétise par Commune le nombre d'abonnés desservis au 31 décembre 2020 et ceux qui le seront à échéance du 1^{er} janvier 2022, compte tenu des travaux en cours :

COMMUNE	ABONNES DESSERVIS au 31/12/2020	NOUVEAUX ABONNES 2021	NOMBRE TOTAL D'ABONNES au 31/12/2021
BONNEVILLE	49		49
LAMOTHE MONTRAVEL	299		299
MINZAC	53		53
MONTAZEAU	95	26	121
MONTCARET	356		356
SAINT ANTOINE DE BREUILH	407	1	408
SAINT MARTIN DE GURSON	65	79	144
CARSAC DE GURSON			
SAINT MEARD DE GURSON	136	4	140
SAINT SEURIN DE PRATS	63		63
SAINT VIVIEN	64		64
VELINES	271	10	281
VILLEFRANCHE DE LONCHAT	230		230
TOTAL	2 088	120	2 208
DONT ABONNES SECTEUR REGIE	1 315	115	1 430
DONT ABONNES SECTEUR AFFERMAGE	773	5	778

2.2 PATRIMOINE DU SERVICE

2.2.1 - COLLECTE ET TRANSFERT DES EAUX USEES

Les effluents sont collectés par des réseaux séparatifs d'une longueur totale au 31 décembre 2020 de 49.8 Km.

5.12 Km de réseaux supplémentaires sont actuellement en construction, ce qui portera la longueur totale du réseau de collecte à 54.92 Km à l'horizon 2022.

Le tableau ci-dessous présente par Commune les linéaires des réseaux gravitaires existants et leur évolution compte tenu des travaux en cours :

COMMUNE	RESEAUX GRAVITAIRES		
	LINEAIRE AU 31/12/2020	TRAVAUX 2021	LINEAIRE AU 31/12/2021
BONNEVILLE	1 475 ml		1 475 ml
LAMOTHE MONTRAVEL	4 451 ml		4 451 ml
MINZAC	2 400 ml		2 400 ml
MONTAZEAU	3 902 ml	1 220 ml	5 122 ml
MONTCARET	9 177 ml		9 177 ml
SAINT ANTOINE DE BREUILH	7 010 ml	85 ml	7 095 ml
SAINT MARTIN DE GURSON	2 600 ml	2 950 ml	5 550 ml
CARSAC DE GURSON			
SAINT MEARD DE GURSON	2 859 ml	525 ml	3 384 ml
SAINT SEURIN DE PRATS	1 460 ml		1 460 ml
SAINT VIVIEN	2 889 ml		2 889 ml
VELINES	6 102 ml	335 ml	6 437 ml
VILLEFRANCHE DE LONCHAT	5 477 ml		5 477 ml
TOTAL	49 802 ml	5 115 ml	54 917 ml
DONT LINEAIRE SECTEUR REGIE	34 456 ml	4 505 ml	38 961 ml
DONT LINEAIRE SECTEUR AFFERMAGE	15 346 ml	610 ml	15 956 ml

On recense 28 postes de relevage et 12.9 Km de réseaux de refoulement sur le tracé des réseaux de collecte, destinés soit à relever les effluents des habitations des secteurs les plus bas vers les tronçons s'écoulant gravitairement vers les ouvrages de traitement soit à alimenter directement les ouvrages d'épuration.

6 nouveaux postes de relevage et 1.9 Km de réseau de refoulement seront construits et mis en service en 2021 dans le cadre des programmes de travaux en cours de réalisation.

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 07/07/2021
024-200034197-20210706-DE_2021_058-DE

RAPPORT PREALABLE

CHOIX DU MODE DE GESTION FUTUR

CDC MONTAIGNE MONTRAVEL & GURSON
SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

COMMUNE	RESEAU REFOULEMENT		
	LINEAIRE AU 31/12/2020	TRAVAUX 2021	LINEAIRE AU 31/12/2021
BONNEVILLE			0 ml
LAMOTHE MONTRAVEL	1 450 ml		1 450 ml
MINZAC	230 ml		230 ml
MONTAZEAU	1 963 ml	580 ml	2 543 ml
MONTCARET	1 542 ml		1 542 ml
SAINT ANTOINE DE BREUILH	3 350 ml	130 ml	3 480 ml
SAINT MARTIN DE GURSON	250 ml	960 ml	1 210 ml
CARSAC DE GURSON	0 ml		
SAINT MEARD DE GURSON	0 ml		0 ml
SAINT SEURIN DE PRATS	1 202 ml		1 202 ml
SAINT VIVIEN	625 ml		625 ml
VELINES	1 347 ml	260 ml	1 607 ml
VILLEFRANCHE DE LONCHAT	952 ml		952 ml
TOTAL	12 911 ml	1 930 ml	14 841 ml
DONT LINEAIRE SECTEUR REGIE	8 609 ml	1 800 ml	10 409 ml
DONT LINEAIRE SECTEUR AFFERMAGE	4 302 ml	130 ml	4 432 ml

Les postes de relevage sont présentés par commune dans les pages qui suivent :

Commune de Lamothe Montravel : 3 ouvrages



PR les Quais (2012)



PR Les Etangs (2012)

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC

Date de réception de l'AR: 07/07/2021

024-200034197-20210706-DE_2021_058-DE

RAPPORT PREALABLE

CHOIX DU MODE DE GESTION FUTUR

CDC MONTAIGNE MONTRAVEL & GURSON
SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF



PR le Temple (2012)

Commune de Minzac : 1 ouvrage



PR Litout Sud (2013)

Commune de Montazeau : 4 ouvrages existants + 1 en 2021



PR Bois de Brunet (2015)



PR Brunet (2015)



PR La font du Parc Est (2015)



PR Font du Parc Ouest (2015)

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC

Date de réception de l'AR: 07/07/2021

024-200034197-20210706-DE_2021_058-DE

RAPPORT PREALABLE

CHOIX DU MODE DE GESTION FUTUR

CDC MONTAIGNE MONTRAVEL & GURSON
SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Commune de Montcaret : 3 ouvrages



PR La Brune (2014)



PR Grand Gourdon (2020)

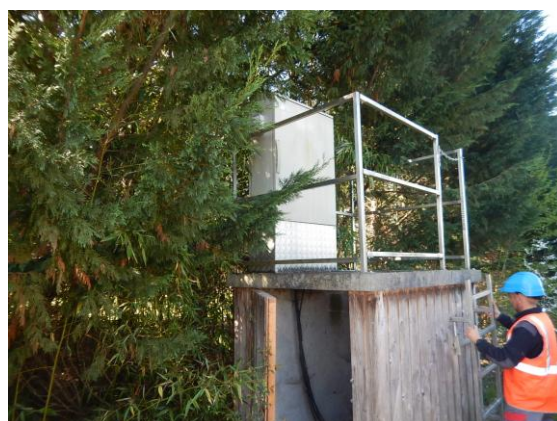


PR Route des Fossés (2020)

Commune de Saint Antoine de Breuilh : 3 ouvrages + 1 en 2021



PR Les Novettes (2000)



PR Saint Aulaye N°1 (2011)



PR Saint Aulaye N°2 (2011)

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 07/07/2021

024-200034197-20210706-DE_2021_058-DE

RAPPORT PREALABLE

CHOIX DU MODE DE GESTION FUTUR

CDC MONTAIGNE MONTRAVEL & GURSON
SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Commune de Saint Martin de Gurson et Carsac de Gurson : 2 ouvrages + 3 en 2021



PR Les Ballats (2005)



PR Tuillère (2009)

Commune de Saint Seurin de Prats : 2 ouvrages



PR Grange Ouest (2020)



PR Grange Est (2020)

Commune de Saint Vivien : 2 ouvrages



PR Fretout (2016)



PR Bourg Sud (2016)

Commune de Vélines : 4 ouvrages + 1 en 2021

PR Courrèges (1998)



SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 07/07/2021
024-200034197-20210706-DE_2021_058-DE

RAPPORT PREALABLE

PR Ecopole (2013)



CDC MONTAGNE MONTRAVEL & GURSON
SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

CHOIX DU MODE DE GESTION FUTUR



PR Bourg (2017)

Commune de Villefranche de Lonchat : 4 ouvrages



PR Les Réaux (2017)



PR Gendarmerie (1983)



PR Montarut (1995)



PR Petit Maine (2019)



PR Pasteur (2019)

26 des 28 postes de relevage existants, présentés dans les pages qui précèdent sont équipés de dispositifs de télégestion permettant à l'exploitant d'être immédiatement informé de tout dysfonctionnement pouvant survenir (bouchage ou défaillance d'une pompe, problème électrique...).

Ils sont majoritairement récents ou en bon état d'entretien et de fonctionnement.

Sur les 2 postes les plus anciens (PR Montarut et PR Gendarmerie), la mise en place de barreaudages anti chute pourrait être envisagée dans le cadre d'une mise en sécurité des ouvrages.



**Unité de télégestion intégrée
dans l'armoire de commande**



**Barreaudage anti chute
sur cuve de pompage**

2.2.2 - TRAITEMENT DES EAUX USEES

Les effluents collectés sont traités par 13 stations d'épuration d'une capacité nominale variant de 40 à 1 500 équivalents habitants.

4 différentes filières de traitement sont actuellement présentes sur le parc de stations d'épuration de la Communauté de Communes :

- ✓ 1 Lit Bactérien
- ✓ 2 Boues activées
- ✓ 1 Bio réacteur membranaire
- ✓ 9 Filtres plantés de roseaux

Ces différentes stations d'épuration sont présentées dans les pages qui suivent :

Commune de Bonneville (Filtres plantés de roseaux – 230 EH réalisée en 2012) :

Cette station comprend 2 étages de Filtres plantés de roseaux alimentés exclusivement de façon gravitaire.

Le rejet des effluents traités est assuré par infiltration via une zone de dispersion végétalisée.



Commune de Lamothe Montravel (Filtres plantés de roseaux – 900 EH réalisée en 2012) :

Cette station comprend 1 étage de Filtres plantés de roseaux avec un dispositif de recirculation.

Les effluents traités sont rejetés dans la Dordogne via un poste de relevage situé dans l'enceinte de la station d'épuration.



Commune de Minzac – STEP «Le Litout » (Filtres plantés de roseaux – 100 EH réalisée en 2013) :

Cette station comprend 2 étages de Filtres plantés de roseau, le 1^{er} étage étant alimenté, compte tenu de la topographie du site par un poste d'injection.

Le rejet des effluents traités est assuré par infiltration via une zone de dispersion végétalisée.



Commune de Minzac – STEP «Terrefort » (Filtres plantés de roseaux – 40 EH réalisée en 2013) :

Cette station comprend 2 étages de Filtres plantés de roseau, alimentés de façon gravitaire.

Les effluents traités sont rejetés dans le ruisseau « Le Coudot »



Commune de Montazeau – STEP du Bourg «Les Grimards » (Filtres plantés de roseaux – 240 EH réalisée en 2007) :

Cette station comprend 1 étage de Filtres plantés de roseau, et un bassin de lagunage de finition.

L'alimentation des ouvrages est entièrement gravitaire.

Les effluents traités sont rejetés en sortie de lagunage dans le ruisseau des Grimards.



Commune de Montazeau – STEP «Brunet » (Filtres plantés de roseaux – 140 EH réalisée en 2014) :

Cette station comprend 2 étages de Filtres plantés de roseau, alimentés par des postes d'injection

Les effluents traités rejoignent le ruisseau l'Estrop après transit par une zone de dispersion végétalisée.



SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 07/07/2021

024-200034197-20210706-DE_2021_058-DE

RAPPORT PREALABLE

CHOIX DU MODE DE GESTION FUTUR



CDC MONTAGNE MONTRAVEL & GURSON
SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Commune de Montcaret (Boues activée – 850 EH réalisée en 1991) :

Le traitement primaire est assuré dans un bassin aéré par 3 turbines, les effluents transitent ensuite dans un clarificateur raclé.

La filière boue d'origine (stockage en silo) a été remplacée en 2011 par la construction de 6 bassins à risophytes assurant le stockage et la déshydratation des boues.

Les effluents traités rejoignent le ruisseau du Grand Rieu



Commune de Saint Antoine de Breuilh (Boues activée – 1 500 EH réalisée en 1991) :

Le traitement primaire est assuré dans un bassin aéré par 3 turbines, les effluents transitent ensuite dans un clarificateur raclé avant de rejoindre un lagunage de finition.

Les effluents traités en sortie du lagunage rejoignent le ruisseau de la Mouture.

Un projet de réhabilitation de cette station d'épuration, portant principalement sur la modernisation des prétraitements et de la filière boues est en cours



Commune de Saint Martin de Gurson (Filtres plantés de roseaux – 350 EH réalisée en 2011) :

Cette station comprend un étage de filtres plantés de roseaux alimenté par un poste d'injection, suivi d'un filtre à sable.

Les effluents traités rejoignent le milieu naturel superficiel (ruisseau)

Un projet de reconfiguration de cette station est en cours afin notamment de traiter les effluents du bourg de Carsac de Gurson.

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 07/07/2021
024-200034197-20210706-DE_2021_058-DE

RAPPORT PREALABLE

CHOIX DU MODE DE GESTION FUTUR

CDC MONTAGNE MONTRAVEL & GURSON
SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF



Commune de Saint Méard de Gurson (Lit bactérien – 350 EH réalisée en 1992) :

Les effluents transitent par un décanteur digesteur suivi d'un lit bactérien avant de rejoindre un lagunage de finition.

Les effluents traités rejoignent en sortie de lagunage le ruisseau de la « Gargouille ».

Compte tenu de la vétusté des ouvrages et limites de filière en place, la Communauté de Communes a décidé la construction d'une nouvelle station d'épuration de type B.R.M. (Bio réacteur membranaire).



Commune de Saint Vivien (Filtres plantés de roseaux – 250 EH réalisée en 2016) :

Cette station comprend 2 étages de Filtres plantés de roseau, alimentés de façon gravitaire.

Le rejet des effluents traités est assuré par infiltration via une zone de dispersion végétalisée.



SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 07/07/2021
024-200034197-20210706-DE_2021_058-DE

RAPPORT PREALABLE

CHOIX DU MODE DE GESTION FUTUR

CDC MONTAGNE MONTRAVEL & GURSON
SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Commune de Vélines (Filtres plantés de roseaux – 800 EH réalisée en 2016) :

Cette station comprend 1 étage de Filtres plantés de roseaux avec un dispositif de permutation automatique des filtres par électrovannes.

Les effluents traités sont rejetés dans la Dordogne via un poste de relevage situé dans l'enceinte de la station d'épuration.

La station d'épuration a été dimensionnée afin de recevoir les effluents de Saint Seurin de Prats suite à la construction de son réseau de collecte en 2020.



Commune de Villefranche de Lonchat (Bio réacteur membranaire – 515 EH réalisée en 2019) :

Après dégrillage et aération (traitement biologique) les effluents transitent dans un réacteur comprenant des membranes d'ultrafiltration pour séparer l'eau traitée des floccs bactériens. Ces membranes ont une porosité inférieure à 0,1 µm et séparent toutes les bactéries et matières en suspension de l'eau épurée.

Les effluents traités rejoignent le ruisseau « le Léchou »



2.2.3 – VALORISATION DES BOUES

Les différentes filières qui composent le parc de stations d'épuration de la Communauté de Communes nécessitent une gestion de la filière boues qui doit être adaptée au cas par cas.

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 07/07/2021
024-200034197-20210706-DE_2021_058-DE

RAPPORT PREALABLE

CHOIX DU MODE DE GESTION FUTUR

CDC MONTAGNE MONTRAVEL & GURSON
SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Pour les stations d'épuration de type filtres plantés de roseaux, les boues sont stockées, déshydratées et minéralisée sur les filtres.

L'évacuation doit être programmée à une fréquence d'environ 10 ans (variable selon la charge reçue par la station d'épuration et le taux de remplissage des lits).

Compte tenu des dates de mise en service des différents ouvrages construits selon cette filière une première évacuation des boues devrait être envisagée dans les prochaines années.

Les autres filières nécessitent un traitement, évacuation et valorisation en continu :

Pour les stations d'épuration de Saint Méard de Gurson et Villefranche de Lonchat, les boues issues des ouvrages de traitement sont évacuées par les délégataires vers une plateforme de compostage à minima une fois par an.

Les boues issues de la station d'épuration de Saint Antoine de Breuilh sont transférées une à deux fois par an par le délégataire vers celle de Sainte Foy la Grande puis compostées.

La filière boues de la station d'épuration de Montcaret modernisée en 2011 a permis de différer l'évacuation et le traitement depuis cette date en attente du remplissage des lits à risophytes.

Une première évacuation (2 lits sur 6) et valorisation sur une plateforme de compostage est programmée en 2021.

Compte tenu du taux de remplissage des autres lits, cette opération devra être poursuivie en 2022.

Il apparaît qu'à compter de 2022, les opérations d'évacuation et de valorisation des boues vont se multiplier et devront être anticipées par le service.

La pandémie de Covid 19 ayant engendré des contraintes supplémentaires pour les exploitants de station d'épuration (obligation d'hygiénisation des boues), la seule filière accessible localement sera le compostage sur des plateformes agréées.

2.2.4 - BILAN DU PATRIMOINE

Il apparaît au travers des paragraphes qui précèdent que le patrimoine du service d'assainissement collectif de la Communauté de Communes est important et continuera vraisemblablement d'augmenter au fur et à mesure de la réalisation de nouveaux projets.

Le parc de station d'épuration est en bon état (ouvrages récents ou réhabilités), mais nécessite compte tenu de la multiplicité des filières le recours à de nombreuses compétences et la réalisation de tâches d'exploitation très diversifiées faisant appel à un personnel d'exploitation qui doit être à la fois très spécialisé et « pointu » mais également polyvalent.

Comme mentionné au paragraphe 2.2.1, les postes de relevage sont majoritairement récents ou en bon état d'entretien et de fonctionnement.

Toutefois 1/3 des postes de relevage aura plus de 10 an au 1^{er} janvier 2022, ce qui, compte tenu de la durée de vie moyenne des matériels électriques et électromécaniques en milieu agressif (eaux usées) laisse présager une forte augmentation des opérations de renouvellement dans les années à venir.

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 07/07/2021

024-200034197-20210706-DE_2021_058-DE

2.3 PERFORMANCE DES INSTALLATIONS ET EVOLUTIONS REGLEMENTAIRES

2.3.1 - CONFORMITE DES SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT

Les stations d'épuration de la Communauté de Communes Montaigne Montravel et Gurson sont soumises aux exigences réglementaires de l'arrêté national du 21 juillet 2015 (récemment modifié par l'arrêté du 31 juillet 2020) relatif à l'assainissement collectif qui fixe notamment et selon la capacité nominale des ouvrages et la nature du milieu récepteur :

- ✓ Les performances épuratoires à atteindre et la qualité des rejets
- ✓ la nature et fréquence des analyses à réaliser

Elles doivent également être conformes aux obligations locales précisées dans les arrêtés Préfectoraux portant prescriptions spécifiques.

Les équipements mis en place sont globalement performants et les rejets des stations d'épuration conformes à ces prescriptions réglementaires.

Les analyses et bilans d'autosurveillance sont soit réalisés par le SATESE dans le cadre de la convention d'assistance conclue avec la C.D.C., soit par les délégataires pour les communes du périmètre affermé.

Les résultats des ces analyses et bilans doivent être transmis annuellement au Service Départemental de la Police de l'Eau et à l'Agence de l'Eau Adour Garonne via un système d'échange électronique dédié.

Le Service Départemental de la Police de l'Eau juge chaque année au vue de ces résultats la conformité des équipements et performances des systèmes d'assainissement au titre de la réglementation nationale et des prescriptions locales.

Les stations d'épuration sont en conséquence équipées des dispositifs d'autosurveillance permettant la réalisation des différentes mesures et analyses réglementaires.

Le suivi des ces équipements de mesure (entretien, étalonnage...) doit être assuré par l'exploitant afin de garantir la fiabilité des mesures.



Canal de comptage et préleveur réfrigéré



Rejet des eaux traitées

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC

Date de réception de l'AR: 07/07/2021

024-200034197-20210706-DE_2021_058-DE

RAPPORT PREALABLE

CHOIX DU MODE DE GESTION FUTUR

CDC MONTAIGNE MONTRAVEL & GURSON
SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

2.3.2 - EVOLUTIONS REGLEMENTAIRES

2.3.2.1 - SUIVI DES SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT

L'arrêté du 31 Juillet 2020 a récemment modifié les dispositions de celui du 21 Juillet 2015 (arrêté relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5).

Il a notamment renforcé les obligations de surveillance des systèmes de collecte et de traitement des eaux usées par les collectivités.

Pour les stations d'épuration d'une capacité nominale inférieure à 2 000 équivalents habitants (cas des ouvrages de la Communauté de Communes), ces obligations sont dorénavant les suivantes :

1. Etendre, lors de la création ou réhabilitation d'ouvrages, la réalisation de l'Analyse des Risques de Défaillance (ARD) qui était jusqu'à présent obligatoire pour les systèmes de traitement, au système global d'assainissement (collecte et traitement).
2. Réaliser d'un diagnostic périodique du système d'assainissement, avec une mise à jour suivant une fréquence n'excédant pas 10 ans.
3. Saisir sur le registre électronique mentionné à l'article R. 214-106-1 du code de l'environnement des informations sur les systèmes d'assainissement dont la Communauté de Communes a la charge.

2.3.2.2 - GESTION PATRIMONIALE

Le décret n°2012-97 du 27 janvier 2012 est venu préciser les dispositions de l'article 161 de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant sur l'engagement national pour l'environnement.

Les collectivités sont désormais tenues, d'avoir établi le descriptif détaillé des ouvrages de collecte et de transport des eaux usées.

Ces dispositions ont été précisées par l'arrêté du 02 décembre 2013, modifiant le mode de calcul de l'Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées, nécessitant pour être en conformité avec cette nouvelle réglementation une précision accrue des données cartographique et inventaire du patrimoine des services.

Parallèlement les décrets d'application de la loi dite « construire sans détruire » ont introduit un certain nombre de disposition nouvelles et obligations pour les propriétaires et exploitant des réseaux, portant notamment sur la refonte des procédures de DT (Déclaration de travaux), DICT (Déclaration d'intention de commencement de travaux), l'enregistrement des réseaux auprès d'un guichet unique et la classe de précision des plans des ouvrages exécutés.

La création et tenue à jour d'un système d'information géographique permettrait à la Collectivité de justifier de la bonne réalisation de ce descriptif détaillé des réseaux.

Cette action devra bien entendu être poursuivie afin de tenir à jour ce descriptif et d'enrichir le S.I.G. au fur et à mesure de l'évolution des infrastructures du service.

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 07/07/2021

024-200034197-20210706-DE_2021_058-DE

RAPPORT PREALABLE

CHOIX DU MODE DE GESTION FUTUR

CDC MONTAGNE MONTRAVEL & GURSON
SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

3. EXPLOITATION ET MODE DE GESTION ACTUEL DU SERVICE

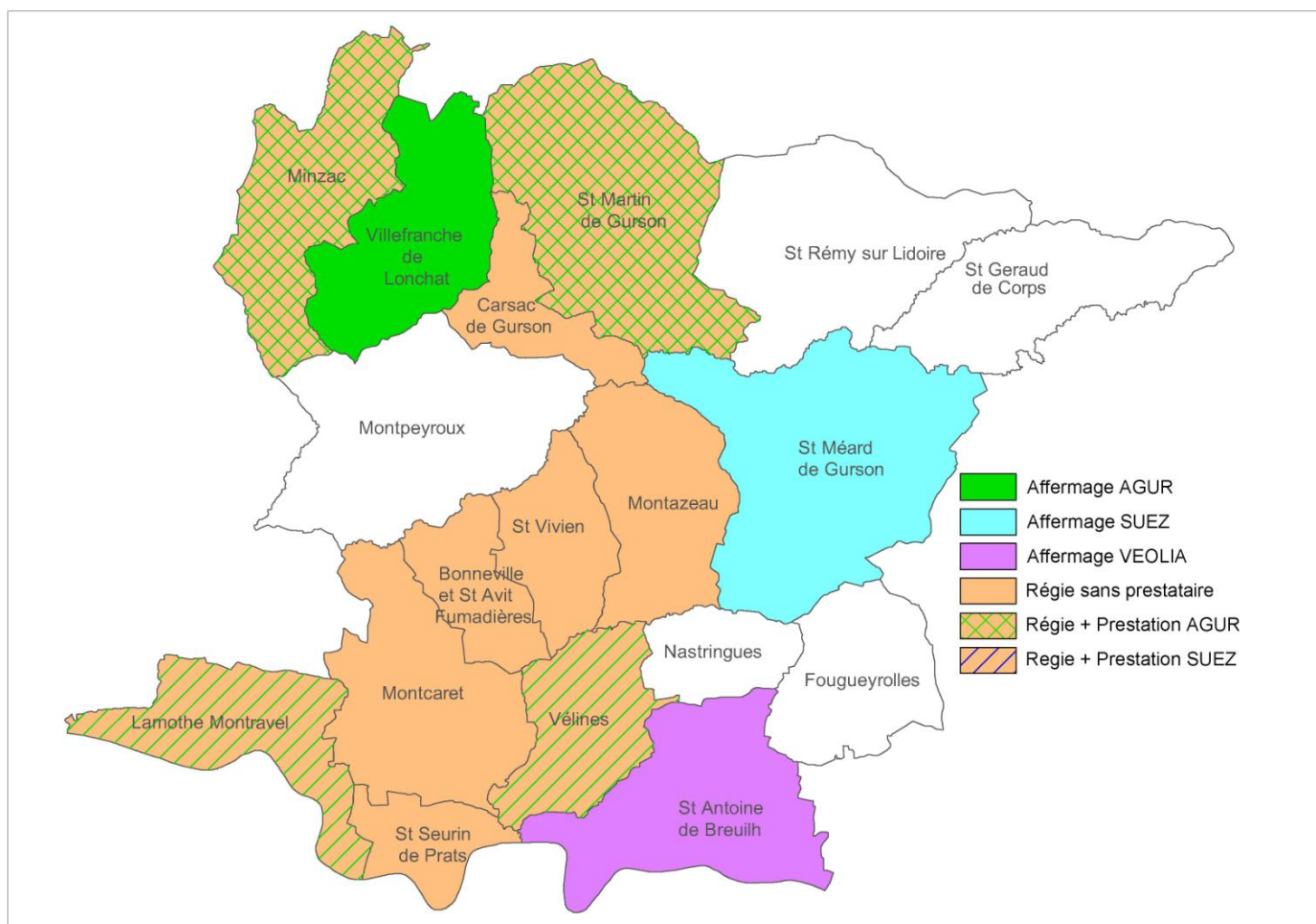
3.1 DESCRIPTIF DE LA SITUATION ACTUELLE

Comme mentionné au chapitre 1, l'exploitation des installations est actuellement réalisée selon deux modes de gestion distincts :

Exploitation en régie sur les **9 Communes** de Bonneville-et-Saint-Avit-de-Fumadières, Lamothe-Montravel, Minzac, Montazeau, Montcaret, Saint-Martin-de-Gurson, Saint Seurin de Prats, Saint-Vivien et Vélignes.

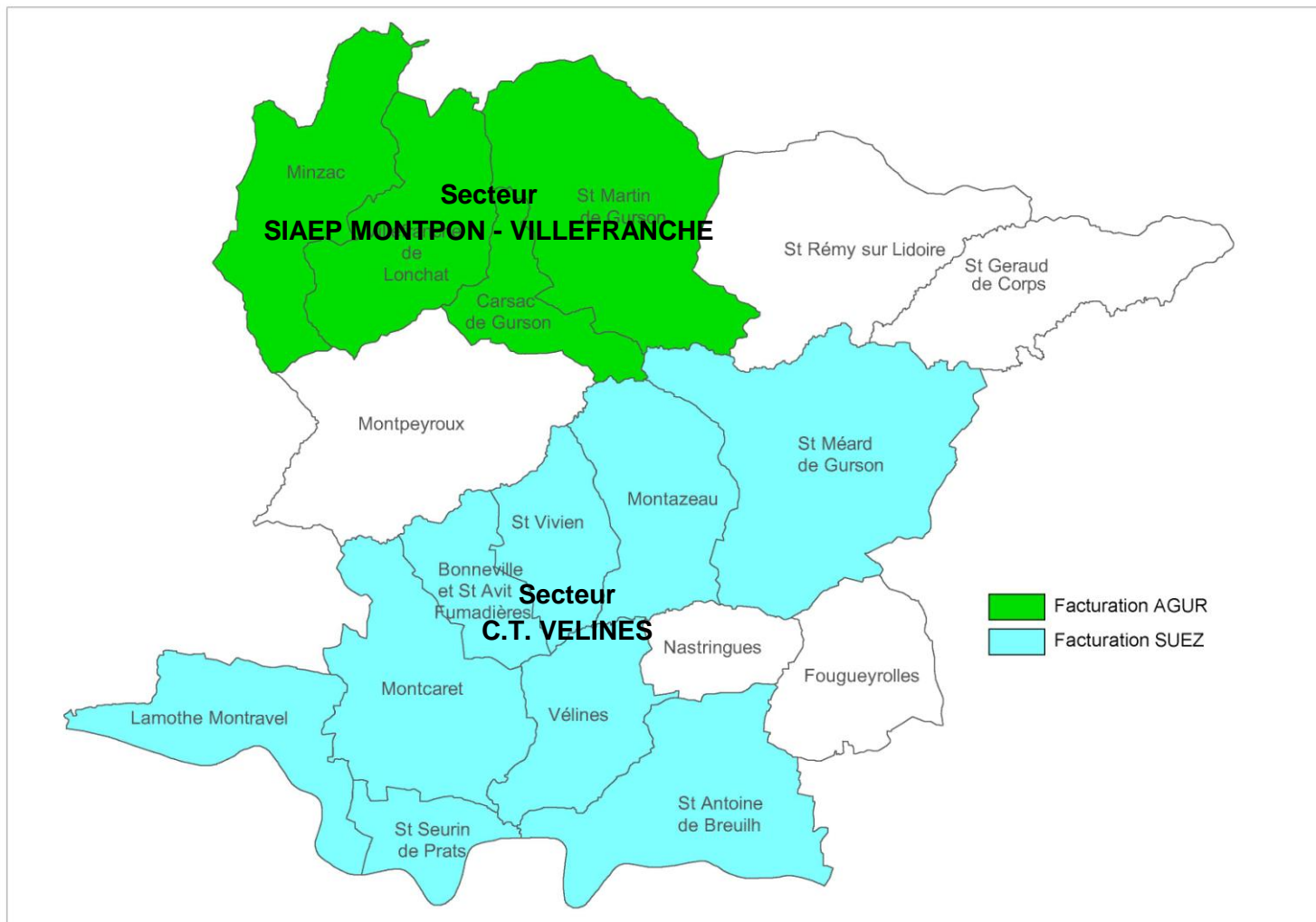
Exploitation dans le cadre de délégations de service public de type affermage sur les **3 Communes** de Saint Antoine de Breuilh, Saint Méard de Gurson et Villefranche de Lonchat.

La carte ci-dessous présente selon les secteurs l'organisation précise qui est actuellement en place :



La multiplicité des intervenants fait apparaître que ces deux modes de gestion peuvent en fait être décomposés en 6 sous ensembles, correspondant chacun à des modes et conditions d'exploitation différents.

La facturation de la redevance d'assainissement collectif est quant à elle assurée par chaque service d'eau potable selon le territoire concerné :



SOUS PREFECTURE DE BERGERAC

Date de réception de l'AR: 07/07/2021

024-200034197-20210706-DE_2021_058-DE

RAPPORT PREALABLE

CHOIX DU MODE DE GESTION FUTUR

CDC MONTAIGNE MONTRAVEL & GURSON
SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

3.2 REPARTITION DES PRESTATIONS

La répartition des prestations entre les différents intervenants est actuellement la suivante :

PRESTATION REALISEE	REGIE					AFFERMAGE		
	PERSONNEL COMMUNAL	SATESE	PRESTATAIRES (Conventions)	ENTREPRISES DIVERSES	SERVICE AEP	DELEGATAIRE	SATESE	SERVICE AEP
Surveillance entretien courant	X					X		
Entretien des abords	X					X		
Faucardage roseaux	X					X		
Tests et analyses	X					X		
Autosurveillance réglementaire		X				X	(X)	
Suivi des eaux parasites						X		
Valorisation des boues				(X)		X		
Réparations et renouvellement électromécanique			X	X		X		
Contrôles réglementaires						X		
Hydrocurage réseaux (préventif et curatif)			X	X		X		
Hydrocurage postes			X	X		X		
Contrôle des branchements neufs			X			X		

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 07/07/2021
024-200034197-20210706-DE_2021_058-DE

PRESTATION REALISEE	REGIE					AFFERMAGE		
	PERSONNEL COMMUNAL	SATESE	PRESTATAIRES (Conventions)	ENTREPRISES DIVERSES	SERVICE AEP	DELEGATAIRE	SATESE	SERVICE AEP
Contrôle des branchements neufs			X			X		
Gestion patrimoniale Cartographie - Guichet unique						X		
Astreinte						X		
Facturation					X	X		(X)
Accueil des usagers	Personnel C.D.C.					X		
Branchements neufs				X		X		

Commentaires :

- ✓ Sur les secteurs affermés, les délégataires sont contractuellement chargés et responsables de l'ensemble des prestations à réaliser.
- ✓ Sur les secteurs en régie un certain nombre de prestations ou missions ne sont pas réalisées (cellules colorées), il s'agit notamment de l'existence d'un véritable service d'astreinte indispensable à la continuité du service public.

3.3 BILAN DE LA SITUATION ACTUELLE

Hormis les manquements mis en évidence dans le paragraphe ci-dessus, la coexistence de deux modes de gestion est préjudiciable au bon fonctionnement du service.

Elle est notamment fortement pénalisante sur les aspects suivants :

- ✓ Disparité du niveau d'exploitation et de service rendu aux usagers (obligation d'égalité de traitement des usagers d'un service public)
- ✓ Multiplication des intervenants entraînant des difficultés de coordination
- ✓ Obligation d'instaurer plusieurs tarifs Collectivité selon le mode de gestion
- ✓ Obligation de gérer deux budgets annexes « étanches »

La mise en place d'un mode de gestion unique sur l'ensemble du territoire apparaît donc nécessaire pour optimiser et améliorer la qualité du service public et assurer l'égalité de traitement des usagers.

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 07/07/2021
024-200034197-20210706-DE_2021_058-DE

4. DESCRIPTIF DES DIFFERENTS MODES DE GESTION

4.1 GESTION DIRECTE

La collectivité exploite elle-même son service avec son personnel. Elle assure le suivi et l'entretien des installations, la facturation et la gestion clientèle.

Elle peut avoir recours à des prestataires de service, les marchés étant dans ce cas dévolu selon le Code de la Commande publique.

Le service finance ses dépenses d'investissement et de fonctionnement par une redevance perçue auprès des usagers. L'exploitation est réalisée aux frais et risques de la régie.

Elle perçoit directement les redevances auprès des usagers.

Les articles L.2221-1 à L.2221-8 du C.G.C.T. définissent les conditions de gestion directe, en particulier, l'article L.2221-1 précise que les communes et les groupements de communes peuvent exploiter directement des services d'intérêt public à caractère industriel ou commercial.

L'article L.2221-4 précise quant à lui que la gestion directe peut prendre deux formes différentes :

4.1.1 - REGIE DOTE DE LA PERSONNALITE MORALE ET DE L'AUTONOMIE FINANCIERE :

Elle est administrée par un conseil d'administration et un directeur désignés par l'assemblée délibérante de la collectivité. Elle a le caractère d'un établissement public d'un point de vue juridique et fiscal. Le conseil d'administration délibère sur toutes les questions intéressant le fonctionnement de la régie. [articles L.2221-10 et R.2221-18 à 52 du C.G.C.T.].

4.1.2 - REGIE DOTE DE LA SEULE AUTONOMIE FINANCIERE :

Elle ne dispose pas de la personnalité juridique. Les décisions sont prises par l'assemblée délibérante de la collectivité, sur proposition du directeur et après avis consultatif du conseil d'exploitation. Elle possède un budget annexe. [articles L.2221-14 et R.2221-63 à 94 du C.G.C.T.].

4.2 GESTION DELEGUEE

Les articles 1121-1 à 1121-4 de l'ordonnance du 26 novembre 2018 précisent le champ d'application et la portée des contrats de concession de service :

« Un contrat de concession est un contrat par lequel une ou plusieurs autorités concédantes soumises au présent code confient l'exécution de travaux ou la gestion d'un service à un ou plusieurs opérateurs économiques, à qui est transféré un risque lié à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, en contrepartie soit du droit d'exploiter l'ouvrage ou le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix.

La part de risque transférée au concessionnaire implique une réelle exposition aux aléas du marché, de sorte que toute perte potentielle supportée par le concessionnaire ne doit pas être purement théorique ou négligeable. Le concessionnaire assume le risque d'exploitation lorsque, dans des conditions d'exploitation normales, il n'est pas assuré

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 07/07/2021
024-200034197-20210706-DE_2021_058-DE

d'amortir les investissements ou les coûts, liés à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, qu'il a supportés.

Un contrat de concession de services a pour objet la gestion d'un service. Il peut consister à concéder la gestion d'un service public.

Le concessionnaire peut être chargé de construire un ouvrage ou d'acquérir des biens nécessaires au service.

La délégation de service public mentionnée à l'article L. 1411-1 du code général des collectivités territoriales est une concession de services ayant pour objet un service public et conclue par une collectivité territoriale, un établissement public local, un de leurs groupements, ou plusieurs de ces personnes morales. »

Les différents types de contrats de concessions sont :

4.2.1 - CONCESSION DE TRAVAUX :

Les contrats de concession de travaux ont pour objet :

- ✓ Soit l'exécution, soit la conception et l'exécution de travaux dont la liste est publiée au Journal officiel de la République française
- ✓ Soit la réalisation, soit la conception et la réalisation, par quelque moyen que ce soit, d'un ouvrage répondant aux exigences fixées par l'autorité concédante. Un ouvrage est le résultat d'un ensemble de travaux de bâtiment ou de génie civil destiné à remplir par lui-même une fonction économique ou technique.

4.2.2 - CONCESSION DE SERVICES :

Les contrats de concession de services ont pour objet la gestion d'un service. Ils peuvent consister à déléguer la gestion d'un service public.

Le concessionnaire peut être chargé de construire un ouvrage ou d'acquérir des biens nécessaires au service.

4.2.3 - CARACTERISTIQUES D'UNE CONCESSION DE SERVICES :

Une concession de service est un type de concession dans laquelle les frais de premier établissement ont été exposés par la collectivité publique. Le délégataire reçoit donc les ouvrages déjà réalisés et n'a qu'à assurer la gestion du service et faire l'avance du seul fonds de roulement.

Le délégataire ne peut, en principe, exécuter pour le compte du concédant des travaux autres que ceux d'entretien courant, ou de renouvellement, nécessaires à la continuité du service.

Il peut toutefois être amené à réaliser lors de la mise en place du contrat des investissements de première nécessité afin d'optimiser le bon fonctionnement du service et sous réserve que ces travaux aient été clairement identifiés et définis lors de la phase de consultation.

Les principales caractéristiques de ce type de concession peuvent être ainsi résumées :

- ✓ Pendant toute la durée de la concession, le délégataire exploite le service à ses risques et périls, il en assume la direction, choisit, rémunère et surveille lui-même le

personnel du service. Il entretient et renouvelle lui-même, à ses frais, les installations et achète tout l'outillage et le matériel nécessaires à l'exploitation.

- ✓ En échange de ces services, le délégataire est rémunéré par la perception directe de redevances sur les usagers, lesquelles doivent normalement lui permettre de couvrir les intérêts et l'amortissement du capital qu'il a engagé et de dégager un bénéfice net dont il garde tout le profit pour lui-même.
- ✓ Le délégataire doit à partir de l'entrée en vigueur du contrat de concession, mettre en œuvre tout moyen et prendre toute disposition pour assurer la conformité réglementaire à laquelle est astreint le service délégué, en assurer la continuité et assumer le risque lié à l'exploitation du service transféré par l'autorité concédante.
- ✓ Le délégataire peut être astreint par le contrat de concession d'améliorer certains indicateurs de performance du service.
- ✓ La collectivité concédante, pour payer les intérêts et rembourser les annuités des emprunts qu'elle a dû contracter pour construire les ouvrages, perçoit une rémunération versée par le délégataire (surtaxe) et correspondant à la contrepartie financière de la mise à disposition des installations qu'il doit exploiter.

4.3 MODE DE GESTIONS ENVISAGEABLES POUR LE SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DE LA C.D.C.

Compte tenu des nombreuses compétences requises, pour assurer le fonctionnement d'un service d'assainissement, une exploitation en gestion directe sans recours à des prestataires de service nécessiterait la mise en place d'une équipe pluridisciplinaire, pouvant être disproportionnée dans le cas d'un service de taille réduite.

Il est également nécessaire afin d'assurer la continuité du service de mettre en place un service d'astreinte reposant sur plusieurs agents.

En outre la mise en place d'une régie sans recours à des prestataires de service nécessite la réalisation d'investissements lourds pour l'acquisition des équipements et matériels nécessaires à la réalisation des tâches d'exploitation (hydrocurage par exemple) qui seraient également disproportionnés dans le cas d'un service de taille insuffisante

Au vu de ce qui précède et compte tenu de la taille du service public d'assainissement collectif de la Communauté Montaigne Montravel et Gurson les modes de gestion qui peuvent être envisagés à compter du 01/01/2022 sont les suivants :

- ✓ **Régie avec recours à des prestataires de service**
- ✓ **Délégation de service public**

5. COMPARATIF DES MODES DE GESTION

5.1 REPARTITION DES PRESTATIONS

Le tableau du paragraphe 3.2 est repris ci-dessous et présente la répartition des prestations telle qu'elle pourrait être envisagée dans le cas d'une régie avec prestataires de service en comparaison de la gestion dans le cadre d'un contrat de délégation :

PRESTATION REALISEE	REGIE AVEC PRESTATAIRES				DELEGATION		
	PERSONNEL REGIE	SATESE	PRESTATAIRE (Conventions)	SERVICE AEP	DELEGATAIRE	SATESE	SERVICE AEP
Surveillance entretien courant	X				X		
Entretien des abords	X				X		
Faucardage roseaux	X				X		
Tests et analyses	X				X		
Autosurveillance réglementaire		X			X	(X)	
Suivi des eaux parasites	X		X		X		
Valorisation des boues			X		X		
Réparations et renouvellement	X		X		X		
Contrôles réglementaires			X		X		
Hydrocurage réseaux (préventif et curatif)	(X)		X		X		
Hydrocurage postes	(X)		X		X		
Contrôle des branchements	X		(X)		X		

SOUS-PREFECTURE DE BERGERAC

Date de réception de l'AR: 07/07/2021

024-200034197-20210708-DE_2021_058-DE

PRESTATION REALISEE	REGIE AVEC PRESTATAIRES				DELEGATION		
	PERSONNEL REGIE	SATESE	PRESTATAIRE (Conventions)	SERVICE AEP	DELEGATAIRE	SATESE	SERVICE AEP
Gestion patrimoniale Cartographie - Guichet unique	X				X		
Astreinte	X				X		
Facturation				X	X		(X)
Accueil des usagers	X (et personnel C.D.C.)				X		
Branchements neufs			X (Accord cadre B.C.)		X		

Commentaires :

- ✓ Le délégataire est contractuellement chargé et responsable de l'ensemble des prestations à réaliser (idem situation actuelle sur les communes affermées)
- ✓ Dans la solution régie avec prestataire, l'ensemble des tâches seront réalisées soit par le personnel de la régie soit par les différents prestataires.
- ✓ Il conviendra de conclure un marché de prestations de service par catégorie de prestation à réaliser (hydrocurage, électromécanique...)

Pour les tâches confiées à des prestataires, les agents de la régie seront responsables de leur organisation, coordination et suivi sur le terrain.

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 07/07/2021
024-200034197-20210706-DE_2021_058-DE

5.2 ELEMENTS DE COMPARAISON POUR LE SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DE LA C.D.C. LONTAIGNE MONTRAVEL ET GURSON

Le tableau suivant établit un comparatif de ces deux modes de gestion sur les principaux paramètres à prendre en compte :

CRITERE	REGIE AVEC MARCHE DE PRESTATION	DELEGATION DE SERVICE
MOYENS HUMAINS A MOBILISER	- EMBAUCHES SUPPLEMENTAIRES SI EVOLUTION DU PERIMETRE DU - COMPÉTENCE POUVANT ÊTRE LIMITEE	- MUTUALISATION DU PERSONNEL - TOUTES COMPETENCES DISPONIBLES - PAS DE LIMITE (C.F. CONTINUITE DU SERVICE)
PERFORMANCE DU SERVICE	A LA CHARGE DES AGENTS DE LA REGIE (Le cas échéant des prestataires selon les missions confiées)	OBLIGATION DE MOYENS ET DE RESULTAT POUR LE DELEGATAIRE (assortie de pénalités)
RENOUVELLEMENT DES INSTALLATIONS	A LA CHARGE DE LA COLLECTIVITE QUI DOIT A TOUT MOMENT POUVOIR MOBILISER LES RESSOURCES NECESSAIRES	COMPRIS DANS LE PRIX ET TARIF DE BASE PAYE PAR LES ABONNES (Garantie de renouvellement)
RISQUE FINANCIER D'EXPLOITATION	ASSUME INTEGRALEMENT PAR LE BUDGET DU SERVICE	ASSUME PAR LE DELEGATAIRE
GESTION ET SUIVI DU SERVICE	SUIVI DES DEPENSES - RELATIONS AVEC LES DIFFERENTS FOURNISSEURS ET PRESTATAIRES	UN SEUL INTERLOCUTEUR
RESPONSABILITE	ASSUMEE PAR LA COLLECTIVITE (AVEC POSSIBILITE DE RECOURS CONTRE LES PRESTATAIRES)	ASSUME PAR LE DELEGATAIRE
COÛT	PEUT ÊTRE LEGEREMENT INFERIEUR (ABSENCE DE RISQUE D'EXPLOITATION PAR LES PRESTATAIRES) MAIS PAS DE MUTUALISATION DU PERSONNEL DE LA REGIE	PEUT ÊTRE SUPERIEUR COMPTE TENU DU RISQUE FINANCIER ASSUME PAR LE DELAGATAIRE MAIS DEPEND DU CONTEXTE CONCURRENCIEL
EVOLUTION DES TARIFS	NECESSITE DE REAJUSTEMENT DE LA PART COLLECTIVITE POUR FAIRE FACE AUX IMPREVUS ET ALEAS D'EXPLOITATION	FIXE DURANT TOUTE LA DELEGATION (HORS ACTUALISATION)
MAÎTRISE DU SERVICE	TOUTES LES DECISIONS SONT PRISES PAR LA COLLECTIVITE	NECESSITE LE CONTRÔLE DU DELEGATAIRE ET LE RETOUR D'INFORMATIONS DE SA PART

CRITERE	REGIE AVEC MARCHÉ DE PRESTATION	DELEGATION DE SERVICE
CONTINUITE DU SERVICE	UNE ASSISTANCE ET ASTREINTE COMPLEMENTAIRE PEUT ETRE MISE EN PLACE AVEC LE PRESTATAIRE MAIS LA COLLECTIVITE DOIT ETRE EN CAPACITE DE PRENDRE DES DECISIONS RAPIDES	LE DELEGATAIRE DOIT ASSURER LA CONTINUITE DU SERVICE PRENDRE ET ASSUMER TOUTE DECISION ET ETRE EN CAPACITE DE MOBILISER TOUT MOYEN NECESSAIRE
RELATION AVEC LES ABONNES	REALISEE PAR LA COLLECTIVITE	ASSUREE EN GRANDE PARTIE PAR LE DELEGATAIRE
PASSATION DES MARCHES	EQUIVALENT SUITE A LA REFORME DE LA COMMANDE PUBLIQUE ET L'HARMONISATION DES PRATIQUES	
DUREE MARCHÉ	FIXEE REGLEMENTAIREMENT SANS POSSIBILITE DE DEROGATION	POSSIBILITE D'ADAPTER LA DUREE DU CONTRAT A CELLE NECESSAIRE AUX AMORTISSEMENTS

NIVEAU DE CONTRAINTES

FABLE
MODERE
FORT



Au vu de ce comparatif, il apparaît qu'une délégation de service est la solution la plus adaptée au contexte de notre service.

5.3 DUREE DU CONTRAT

L'article L3114-8 de l'ordonnance du 26 novembre 2018, précise que les contrats de concession sont limités dans leur durée.

Cette durée est déterminée par l'autorité concédante en fonction de la nature et du montant des prestations ou des investissements demandés au concessionnaire, dans les conditions prévues par voie réglementaire.

Dans le domaine de l'eau potable, de l'assainissement, des ordures ménagères et autres déchets, les contrats de concession ne peuvent avoir une durée supérieure à vingt ans sauf examen préalable par l'autorité compétente de l'Etat, à l'initiative de l'autorité concédante, des justificatifs de dépassement de cette durée.

La durée du contrat de délégation ne doit pas être trop importante pour ne pas lier la collectivité pour une durée trop longue, mais doit permettre en contrepartie au délégataire d'amortir certains frais fixes.

Il en est de même en ce qui concerne certaines charges ponctuelles (renouvellement des matériels, électromécanique par exemple) pour lesquelles une durée d'amortissement trop courte peut impacter lourdement la redevance due au délégataire.

Par ailleurs et comme mentionné dans les paragraphes précédents, la mise à la charge du délégataire de travaux de première nécessité lors du démarrage du contrat avec une durée d'amortissement trop courte pourrait entraîner une hausse significative de la redevance d'assainissement collectif.

Le choix d'une durée de délégation comparable à la durée d'amortissement des matériels ou équipements dont le délégataire doit assurer la charge de renouvellement ou de mise en place paraît donc judicieux.

Le délégataire devra également s'engager sur la performance du service et mettre en œuvre les moyens nécessaires à l'atteinte des différents objectifs qui lui seront fixés au travers du nouveau contrat de concession, ce qui également nécessite une durée suffisante.

Enfin la procédure de délégation devant mobiliser des moyens humains et financiers non négligeables compte tenu de la structure et taille de notre service, une périodicité trop courte peut donc être lourde à supporter.

5.4 DECOMPOSITION DU MARCHÉ

La Direction des affaires juridiques rappelle dans sa note du 1^{er} avril 2019⁽¹⁾ que l'obligation d'allotissement prévue par le Code de la Commande Publique 2019, ne concerne, pas les contrats de concession.

L'allotissement de la procédure et la passation de plusieurs conventions de délégation de service public pourrait, compte tenu notamment de la taille du service d'assainissement collectif de la Communauté de Communes être pénalisant en regard des aspects suivants :

- **Obligation d'égalité de traitement des usagers sur l'ensemble du territoire du service.**
- **Impact sur les charges de structure frais fixes et investissements du délégataire**
- **Aspect concurrentiel lié au montant du marché**

(1) https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/conseil_acheteurs/fiches-techniques/preparation-procedure/allotissement-dans-marches-2019.pdf

6. PROPOSITIONS DE L'EXECUTIF

Au vu de l'analyse de l'état actuel du service et de l'évolution probable de celui-ci, du descriptif des différents modes de gestion, des éléments de choix entre gestion directe et gestion déléguée, je vous propose de déléguer notre service public d'assainissement collectif sous la forme d'un **contrat de concession de services** pour une durée de **12 ans. à compter du 01/01/2022.**

Cette durée permet au délégataire d'amortir certains frais fixes dans le temps, sans toutefois lier notre Collectivité pour une durée trop longue.

7. CARACTERISTIQUES DES PRESTATIONS QUE DOIT ASSURER LE DELEGATAIRE

Les caractéristiques principales de la délégation et des prestations à la charge du délégataire seront les suivantes :

- ✓ forme de la délégation : Concession de services
- ✓ Exploitation aux risques et périls du délégataire
- ✓ Périmètre : ensemble du territoire Communautaire
- ✓ Mise en place d'une organisation permettant d'assurer la continuité du service
- ✓ Engagements sur la performance du service
- ✓ Information en continu de la collectivité
- ✓ renouvellement : installations à longue durée à la charge de la collectivité, les autres équipements à la charge du délégataire
- ✓ Rémunération au moyen des redevances payées par les abonnés du service
- ✓ Relation et services aux usagers

Le dossier de consultation sur la base duquel les entreprises devront remettre une offre précisera les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire :

Il comprendra notamment les principales pièces suivantes :

- ✓ Projet de contrat
- ✓ Cadre de règlement de service
- ✓ Plan de renouvellement
- ✓ Cadre de compte d'exploitation prévisionnel
- ✓ Inventaire des installations
- ✓ Plans des réseaux
- ✓ Conventions en cours
- ✓ Cadre de Bordereau des prix unitaires et de devis type pour travaux de branchements neufs. (En option, le cas échéant)
- ✓ Notes explicatives et comptes rendus techniques divers

8. DEROULEMENT DE LA PROCEDURE

Première étape

Le Conseil Communautaire approuve le principe de la délégation, au vu du rapport de l'exécutif

Deuxième étape

Insertion d'un avis de concession dans une publication habilitée à recevoir des annonces légales, le cas échéant en complément dans une publication spécialisée dans le secteur de l'eau et de l'assainissement.

L'autorité concédante offre, par voie électronique, un accès gratuit, libre, direct et complet aux documents de la consultation sur un profil d'acheteur, à compter de la date de publication de l'avis de concession ou de la date d'envoi de l'invitation à présenter une offre. Les documents de la consultation mentionnent notamment les caractéristiques quantitatives et qualitatives des prestations, les conditions de tarification, la date limite de réception des candidatures ou des offres, les critères de jugement des offres.

Les candidats ont la possibilité de visiter les installations à exploiter.

Troisième étape

La liste des candidats admis à présenter une offre est dressée par la commission de délégation de service public, après examen de leurs garanties professionnelles et financières, de leur respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du code du travail et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public..

Quatrième étape

La commission de délégation de service public ouvre et examine les offres des entreprises dont les candidatures ont été jugées recevables

Elle établit un recueil de ces offres.

Elle rédige un avis destiné à l'exécutif et lui transmet un rapport qui contient la liste des candidats et une analyse de leurs propositions.

Cinquième étape

Au vu de l'avis de la commission, l'autorité habilitée à signer la convention peut organiser librement une négociation avec un ou plusieurs soumissionnaires dans les conditions prévues par les articles 3212-1 et 3121-4 de l'ordonnance du 26 novembre 2018.

Elle saisit l'assemblée délibérante du choix de l'entreprise auquel elle a procédé. Elle lui transmet le rapport de la commission présentant notamment la liste des entreprises admises à présenter une offre et l'analyse des propositions de celles-ci, ainsi que les motifs du choix de la candidate et l'économie générale du contrat.

Sixième étape

Le Conseil Communautaire se prononce sur le choix du délégataire et autorise ou non l'exécutif à signer le contrat.

Septième étape

L'ensemble du dossier doit être transmis au service du contrôle de légalité et la décision est notifiée au candidat choisi.

La collectivité notifie leur éviction aux candidats qui n'ont pas été retenus et publie le résultat de la consultation.

à Villefranche de Lonchat le 25 Juin 2021

Le Président

Thierry BOIDE

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 07/07/2021
024-200034197-20210706-DE_2021_058-DE
RAPPORT PREALABLE

CHOIX DU MODE DE GESTION FUTUR

CDC MONTAGNE MONTRAVEL & GURSON
SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF